

## Les dispositifs spécifiques d'emploi aidé et de formation au 4<sup>e</sup> trimestre 2018

### Poursuite de la baisse du nombre de personnes en contrat aidé

À la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de bénéficiaires d'emploi aidé en France métropolitaine s'élève à 1,21 million. Sur un an, le nombre d'emplois aidés est en baisse de 109 000 (-8,2 %), sous l'effet de la diminution des contrats aidés (-31,7 %) et du nombre de bénéficiaires de dispositifs ciblés (-10,2 %). Les contrats en alternance sont quant à eux en hausse de 6,7 %.

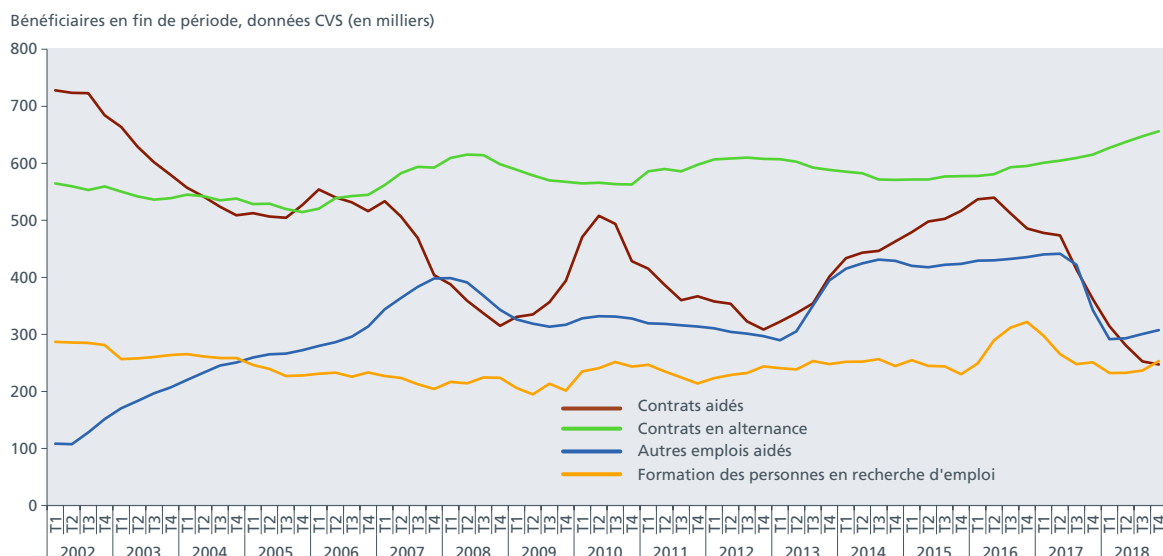
En France métropolitaine, le nombre de personnes en recherche d'emploi en formation s'élève à 258 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, en hausse par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 (+3,8 %).

247 000 salariés de France métropolitaine bénéficient d'un contrat aidé fin décembre 2018 : parcours emploi compétences, contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, ou contrat dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE). Ce nombre est en légère baisse au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (-6 000). En un an, les effectifs ont diminué de 115 000 (-31,7 %).

Le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance en France métropolitaine s'élève à 656 000 fin décembre 2018, en hausse de 9 000 par rapport au trimestre précédent. En un an, les effectifs en alternance ont augmenté de 41 000 (+6,7 %) : +17 000 contrats d'apprentissage (+4,2 %) et +24 000 contrats de professionnalisation (+11,1 %).

Les autres emplois aidés (essentiellement les aides aux chômeurs créateurs d'entreprise) augmentent de 7 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018. Sur un an, ils diminuent de 35 000 (-10,2 %), en raison de la fin des exonérations de cotisation chômage sur les embauches de jeunes en CDI depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2017.

Graphique 1  
Évolution des bénéficiaires des dispositifs spécifiques des politiques de l'emploi



Lecture : le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé fin décembre 2018 s'élève à 247 000.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Acooss ; ASP ; chambres consulaires ; Direccte ; ministère de l'Éducation nationale ; Pôle emploi ; base Brest ; traitement Dares.

**Tableau 1**  
Entrées dans les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

En milliers

	Entrées sur le trimestre, données brutes			Cumul des entrées sur 12 mois glissants		
	T4 2017	T4 2018	Évolution (en %)	Janvier à décembre 2017	Janvier à décembre 2018	Évolution (en %)
<b>Emploi aidé (1)</b>	<b>381</b>	<b>398</b>	<b>4,4</b>	<b>1 868</b>	<b>1 170</b>	<b>-37,4</b>
<b>Contrat aidé</b>	<b>96</b>	<b>89</b>	<b>-7,2</b>	<b>522</b>	<b>371</b>	<b>-29,0</b>
PEC	0	26		0	105	
CUI-CAE	28	0	-100,0	203	7	-96,4
CUI-CIE	1	2	88,3	28	4	-86,7
Emploi d'avenir	3	0	-97,6	35	1	-97,2
dont : non marchand	2	0	-97,8	30	1	-97,1
marchand	0	0	-94,4	5	0	-97,7
Insertion par l'activité économique (IAE)	64	62	-3,7	257	254	-1,1
<b>Contrat en alternance</b>	<b>233</b>	<b>248</b>	<b>6,2</b>	<b>496</b>	<b>544</b>	<b>9,5</b>
Apprentissage	140	144	3,1	289	312	7,7
Contrat de professionnalisation	94	104	10,8	207	232	12,1
<b>Autre emploi aidé</b>	<b>51</b>	<b>60</b>	<b>17,6</b>	<b>849</b>	<b>256</b>	<b>-69,9</b>
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté	3	2	-2,4	6	10	51,0
Contrat de génération	0	0		7	0	-100,0
Exonération de cotisation chômage sur les embauches de jeunes en CDI	0	0		632	0	-100,0
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	48	57	18,8	201	244	21,2
Accompagnement des restructurations (ATD)	0	0	0,0	2	2	0,0
<b>Formation des personnes en recherche d'emploi (2)</b>	<b>223</b>	<b>248</b>	<b>8,2</b>	<b>778</b>	<b>767</b>	<b>-2,4</b>
Pôle emploi	110	104	-5,8	319	322	0,9
Région	86	103	19,0	357	332	-7,0
Autre stage	27	35	31,4	102	105	3,0
Prépa compétences (2)		6			8	

(1) Les flux d'entrées correspondent à des nouvelles embauches ou à des reconductions des contrats existants, à l'exception de certains contrats de l'IAE (dans les AI et les ETTI) où seules les nouvelles embauches sont comptabilisées ; les stocks correspondent à des bénéficiaires en fin de trimestre, sauf pour ces mêmes contrats de l'IAE et pour les dispositifs d'exonération où il s'agit du nombre de bénéficiaires au cours du dernier mois du trimestre.

(2) Du fait d'un changement de système d'information, les données relatives aux entrées en formation sont affectées d'une rupture en série entre 2017 et 2018 (cf. Concepts et définitions).

Champ : France métropolitaine.

Sources : Acoess, ASP, chambres consulaires, Direccte, ministère de l'éducation nationale, Pôle emploi, Base Brest, traitement Dares.

**Tableau 2**  
Bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi : effectifs et évolution

En milliers

	Nombre de bénéficiaires en fin de trimestre, données cvs			Évolutions trimestrielles des bénéficiaires, données CVS				Glissement annuel
	T4 2017	T4 2018	Évolution (en %)	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	
<b>Emploi aidé</b>	<b>1 320</b>	<b>1 211</b>	<b>-8,2</b>	<b>-87</b>	<b>-22</b>	<b>-10</b>	<b>10</b>	<b>-109</b>
<b>Contrat aidé</b>	<b>362</b>	<b>247</b>	<b>-31,7</b>	<b>-48</b>	<b>-34</b>	<b>-28</b>	<b>-6</b>	<b>-115</b>
PEC	0	88		19	24	27	18	88
CUI-CAE	157	6	-96,3	-46	-44	-44	-17	-151
CUI-CIE	15	3	-79,2	-8	-5	0	1	-12
Emploi d'avenir	57	23	-59,4	-11	-8	-9	-6	-34
dont : non marchand	42	17	-59,3	-8	-6	-7	-4	-25
marchand	15	6	-59,6	-3	-2	-2	-2	-9
Insertion par l'activité économique (IAE)	133	128	-3,9	-2	0	-2	-1	-5
<b>Contrat en alternance</b>	<b>615</b>	<b>656</b>	<b>6,7</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>41</b>
Apprentissage	398	414	4,2	8	3	3	2	17
Contrat de professionnalisation	218	242	11,1	3	7	7	7	24
<b>Autre emploi aidé</b>	<b>342</b>	<b>307</b>	<b>-10,2</b>	<b>-51</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>-35</b>
Dispositif ciblé sur les territoires en difficulté	37	34	-8,3	1	-2	0	-2	-3
Contrat de génération	20	10	-50,3	-3	-2	-3	-2	-10
Exonération de cotisation chômage sur les embauches de jeunes en CDI	64	0	-100,0	-59	-5	0	0	-64
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	217	259	19,4	10	12	11	10	42
Accompagnement des restructurations (ATD)	4	4	5,1	0	0	0	0	0
<b>Formation des personnes en recherche d'emploi (1)</b>	<b>248</b>	<b>258</b>	<b>3,8</b>	<b>-18</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>19</b>	<b>9</b>
Pôle emploi	52	52	0,3	-5	-5	2	8	0
Région	153	158	3,5	-8	5	3	6	5
Autre stage	44	47	8,9	-4	2	2	5	4

(1) Il n'est pas possible à ce stade de comptabiliser le nombre de personnes bénéficiaires de la prépa compétence en fin de mois.

Champ : France métropolitaine, hors prépa compétence.

Sources : Acoess, ASP, chambres consulaires, Direccte, ministère de l'Éducation nationale, Pôle emploi, Base Brest, traitement Dares.

## Les contrats aidés

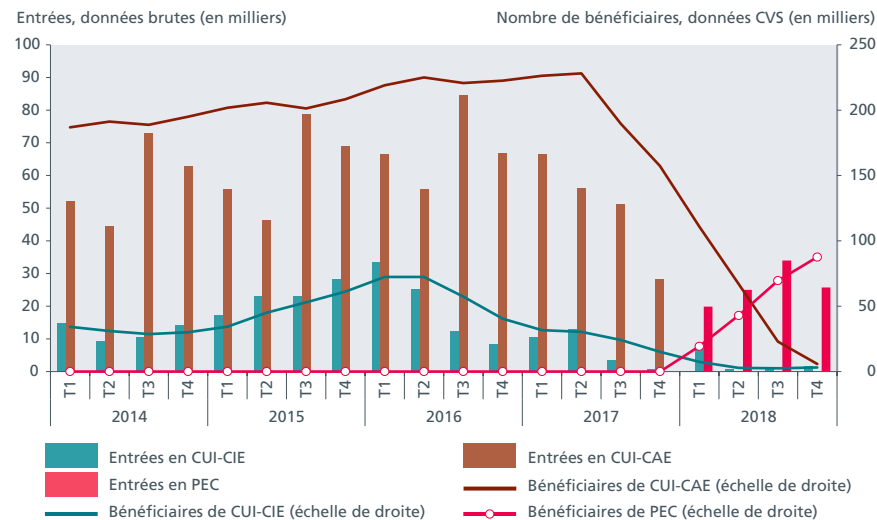
Le nombre de personnes en contrat aidé est en légère baisse au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (-6 000 par rapport au trimestre précédent), à 247 000 salariés, après trois années de baisse importante.

Le nombre de bénéficiaires de parcours emploi compétence (PEC) augmente de 18 000 sur le dernier trimestre 2018, compensant la baisse des 17 000 bénéficiaires de CUI-CAE, qu'ils remplacent (1) depuis début 2018. Fin décembre 2018, 6 000 personnes sont encore bénéficiaires d'un CUI-CAE, tandis que 88 000 personnes sont salariées en PEC.

Du fait de l'arrêt des emplois d'avenir en 2018, le nombre de jeunes en emploi d'avenir diminue de 6 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 et de 34 000 sur un an. Fin décembre 2018, 23 000 personnes sont toujours en emploi d'avenir. En 2018, excepté dans le cadre particulier de reconduction de contrat pour terminer une formation, il n'y a plus de nouvelles entrées dans le dispositif.

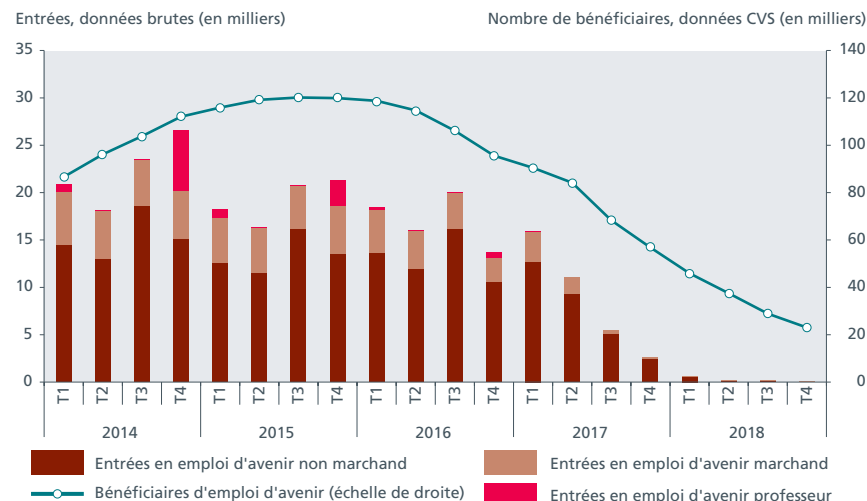
Fin décembre 2018, 128 000 personnes sont salariées dans les structures de l'IAE, en baisse de 3,9 % sur un an, en lien avec la légère baisse des recrutements.

**Graphique 2**  
Contrats uniques d'insertion



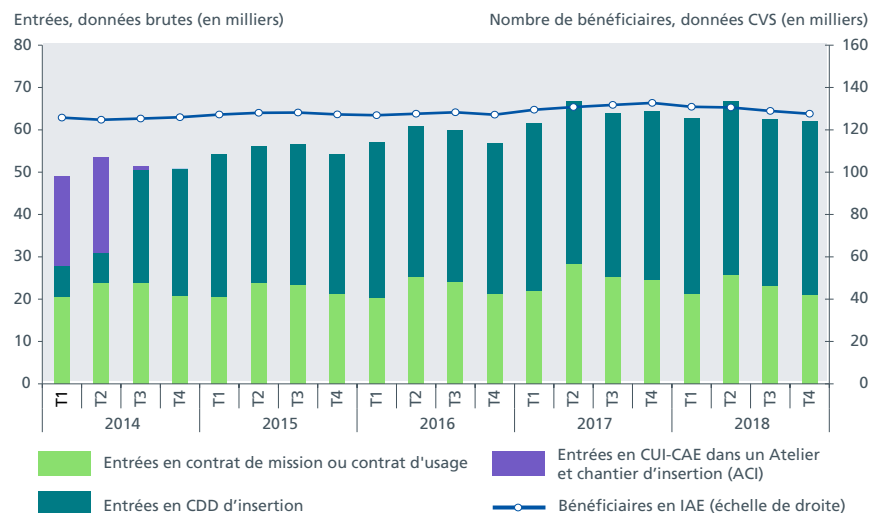
Lecture : au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 26 000 PEC ont été initiés, et 88 000 personnes bénéficiaient d'un PEC fin décembre.  
Champ : France métropolitaine.  
Source : ASP ; traitement Dares.

**Graphique 3**  
Emplois d'avenir



Champ : France métropolitaine.  
Source : ASP ; traitement Dares.

**Graphique 4**  
Contrats dans les structures de l'insertion par l'activité économique



Champ : France métropolitaine.  
Source : ASP ; traitement Dares.

(1) Dans le cadre d'un PEC, il est prévu que les salariés bénéficient d'un accompagnement plus intensif et suivent plus fréquemment une formation que dans le cadre d'un CUI-CAE ; leurs employeurs perçoivent par ailleurs une aide moins importante (le taux de prise en charge hors modulation pour les publics spécifiques est passé de 70 % d'un SMIC pour les CUI-CAE à 50 % pour les PEC).

## L'alternance

Les effectifs en alternance augmentent de 41 000 sur un an (+6,7 %). La hausse est plus forte pour les contrats de professionnalisation (+11,1 %) que pour les contrats en apprentissage (+4,2 %).

Au total, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'élève à 656 000 fin décembre 2018.

## Les autres emplois aidés

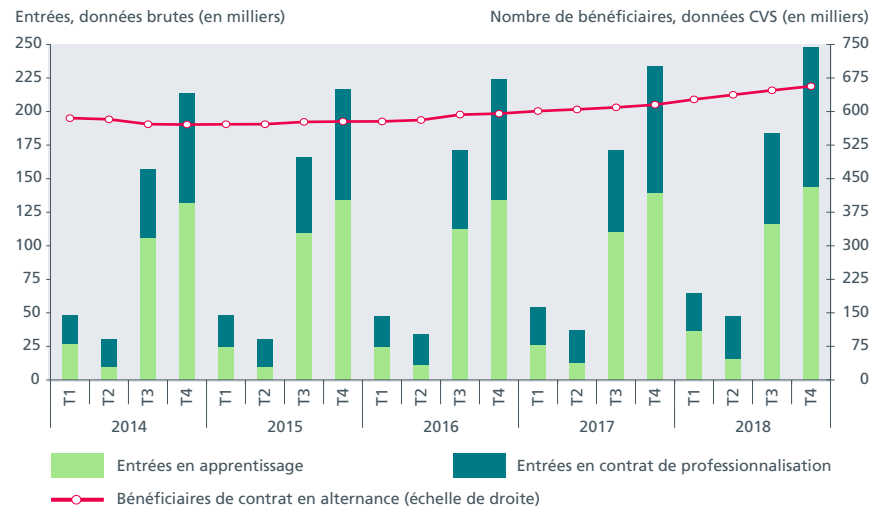
Depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2017, il n'y a plus d'exonération de cotisation d'assurance chômage pour l'emploi de jeunes en CDI et, depuis la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2018, il n'y a plus de bénéficiaire de cette exonération. Le nombre de bénéficiaires de contrat de génération atteint 10 000 fin décembre 2018, en baisse de 50,3 % sur un an. Le nombre de salariés bénéficiaires d'un dispositif ciblé sur les territoires en difficulté (ZFU, ZRR, ZRD...) est en constante diminution. En 2018, le nombre de bénéficiaires de l'Accre augmente de 19,4 %, en lien avec la hausse des créations d'entreprises.

## La formation des personnes en recherche d'emploi

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 248 000 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation en France métropolitaine : 104 000 entrées en stages commandés par Pôle emploi, 103 000 commandés par les conseils régionaux, 35 000 autres stages (commandés notamment par l'Agefiph et l'État) et 6 000 entrées dans le dispositif « Prépa compétences ». Sur un an, les entrées sont en baisse de 2,4 % : les entrées plus dynamiques du 4<sup>e</sup> trimestre 2018 (+8,2 % par rapport à celles du 4<sup>e</sup> trimestre 2017) n'ont pas intégralement compensé le ralentissement des entrées en début d'année.

En France métropolitaine, 258 000 personnes en recherche d'emploi étaient en formation fin décembre 2018, en hausse de 10 000 par rapport à décembre 2017 (+3,8 %) : les entrées de la fin d'année 2018, plus nombreuses que celles de la fin 2017, ont contribué à cette hausse du nombre de bénéficiaires fin 2018.

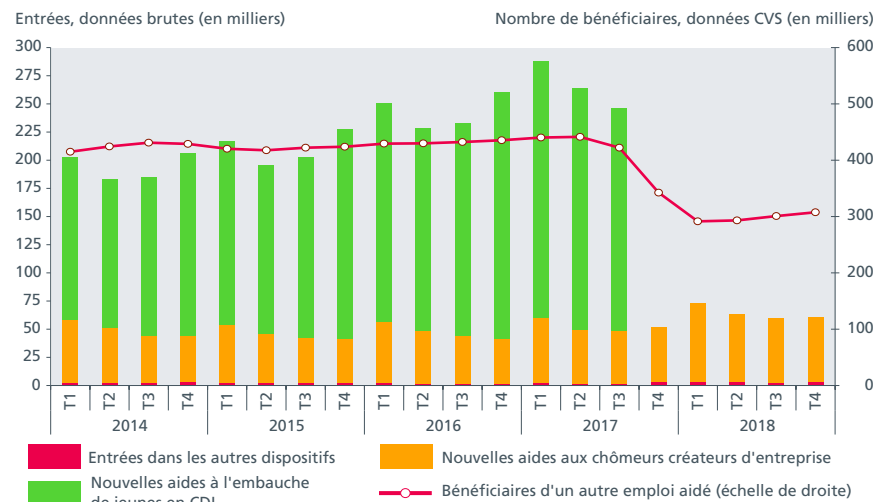
**Graphique 5**  
Contrats en alternance



Champ : France métropolitaine.

Sources : chambres consulaires ; Direccte ; ministère de l'Éducation nationale ; Opca ; traitement Dares.

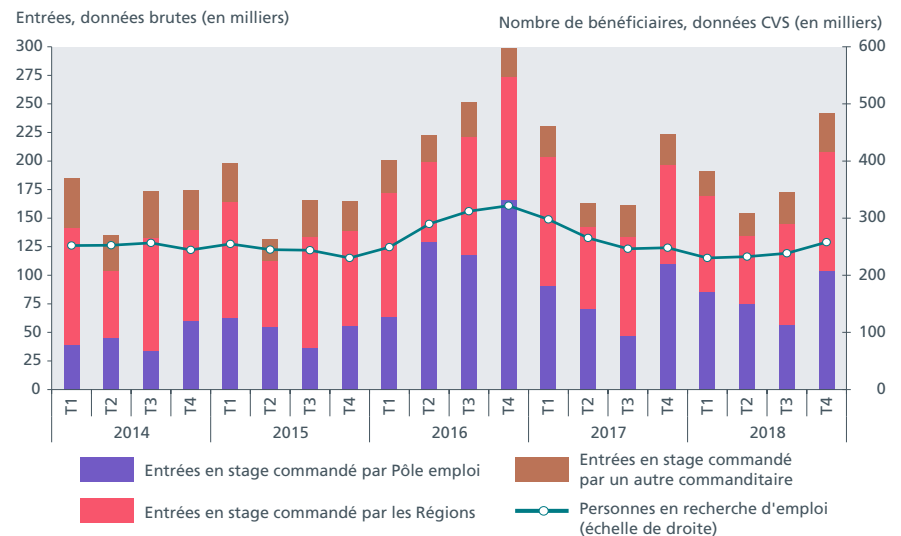
**Graphique 6**  
Autres emplois aidés



Champ : France métropolitaine.

Sources : Acoess ; Direccte ; traitement Dares.

**Graphique 7**  
Formation des personnes en recherche d'emploi



Champ : France métropolitaine.

Sources : base Brest ; traitement Dares.

**Emploi aidé** : emploi bénéficiant d'une aide publique, hors dispositifs généraux et sectoriels. Ces aides prennent la forme de subventions à l'embauche et d'exonérations et ciblent des publics ou des territoires spécifiques.

**Contrat aidé** : contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et leur nombre est piloté par les pouvoirs publics.

**Contrat en alternance** : contrat dérogatoire au droit commun incluant une formation diplômante ou qualifiante, pour lequel l'employeur bénéficie d'une aide publique. Il peut s'agir d'un contrat de professionnalisation ou d'un contrat d'apprentissage.

**Formation des personnes en recherche d'emploi** : toute formation suivie par des personnes sans emploi, qui en cherche un, inscrites ou non à Pôle emploi, avec un statut de stagiaire de la formation professionnelle. Ce statut octroie une rémunération ou, *a minima*, la prise en charge de la protection sociale pendant la formation. Peuvent s'y ajouter des formations dont les bénéficiaires ne disposent pas d'un tel statut, mais qui s'intègrent dans un parcours de formations.

**Secteur marchand / non marchand** : les CUI et les emplois d'avenir prennent des formes différentes (support juridique et aides de l'État) selon qu'ils sont conclus dans le secteur marchand (ce sont alors des CUI-CIE) ou non marchand (CUI-CAE). Relèvent du secteur non marchand les personnes morales de droit public, les organismes de droit privé à but non lucratif et ceux chargés de la gestion d'un service public. Le secteur marchand regroupe les autres employeurs cotisants à l'assurance chômage.

### Rupture de série sur les données de la formation professionnelle

Les données Brest, source administrative sur la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, ont été affectées entre les années 2017 et 2018 par un changement progressif du système d'information des données de l'Agence de services et de paiement. Les données 2018 publiées intègrent les évolutions liées à ce nouveau système d'information, contrairement aux données 2017. L'impact estimé serait d'approximativement 6 000 entrées à la baisse en 2017.

---

Cette synthèse trimestrielle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Marie Rey et composée de Sonia Bellit, Valentin Guillon, Sandrine Firquet, Lisa Mourlot, Marie Rey et Titouan Blaize.

#### DARES INDICATEURS

Édité par la Dares, la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail.

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Magali Madeira**

Secrétaires de rédaction : **Hadrien Baer, Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : Dares, ministère du Travail.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.

✉ Réponses à la demande : [dares.communication@travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@travail.gouv.fr)

@ Contact presse : **Joris Aubrespin-Marsal**  
[joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr](mailto:joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr)

[dares.travail-emploi.gouv.fr](http://dares.travail-emploi.gouv.fr)

Données des graphiques  
et tableaux  
accessibles  
au format excel

